

## D'un nationalisme qui différencie à un nationalisme qui unifie : le Pakistan à la recherche de son intégration nationale

Nasir Islam

Volume 2, numéro 3, 1971

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700123ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700123ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Islam, N. (1971). D'un nationalisme qui différencie à un nationalisme qui unifie : le Pakistan à la recherche de son intégration nationale. *Études internationales*, 2(3), 424–442. <https://doi.org/10.7202/700123ar>

# D'UN NATIONALISME QUI DIFFÉRENCIE VERS UN NATIONALISME QUI UNIFIE : LE PAKISTAN À LA RECHERCHE DE SON INTÉGRATION NATIONALE

par Nasir ISLAM \*

## I - DÉFINITION ET CADRE ANALYTIQUE

Le nationalisme est un concept difficile à saisir et qui échappe à toute définition précise. Les ouvrages sur la question offrent de nombreuses définitions qui mettent l'accent sur l'un ou l'autre aspect du nationalisme, le plus souvent, selon la formation et l'orientation politique des auteurs<sup>1</sup>. Cependant, les spécialistes s'entendent pour affirmer que « le nationalisme comporte certaines caractéristiques communes, des sentiments communs et, dans une portée plus limitée, une action commune, presque toujours en relation avec l'État<sup>2</sup> ». Partant de cette définition axiomatique, Silvert énonce quatre sortes de nationalismes :

- 1. le nationalisme, *concept juridique*, qui a trait aux relations entre des individus et l'État, ou entre deux États, par exemple, au sujet de la citoyenneté, de la nationalité, des problèmes juridiques de souveraineté ;
- 2. le nationalisme, *concept symbolique*, qui traite des symboles patriotiques tels que les caractéristiques culturelles communes : langue, costume, croyance et héritage communs. Ces symboles composent le contenu émotif du nationalisme ;
- 3. le nationalisme, comme *idéologie*, au cœur de la théorie politique touchant le passé, le présent et le devenir national, s'interrogeant sur l'accomplissement des objectifs nationaux et sur les relations entre le pouvoir étatique et les droits des individus ;
- 4. le nationalisme, *valeur sociale*, qui traite des normes définissant la loyauté envers les autres citoyens et les mandataires de l'État, l'accord tacite sur l'action gouvernementale et l'identification à la communauté nationale<sup>3</sup>.

---

\* Professeur adjoint au Département de science politique de l'Université Laval.

<sup>1</sup> Rupert EMERSON, *From Empire to Nation: The Rise to Self-Assertion of Asian and African Peoples*, Cambridge, 1960, p. 60.

<sup>2</sup> K. H. SILVERT, *Expectant Peoples: Nationalism and Development*, New York, Vintage Books, 1967, p. 8.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 18.

Le développement politique comporte deux phases distinctes avec des objectifs et des stratégies nationalistes propres. Pendant la période qui précède l'indépendance, un groupe particulier cherche à se différencier des autres groupes et revendique l'appartenance à une entité nationale distincte. L'objectif primordial est d'acquérir l'indépendance — au sens formel et légal — et de supplanter le régime colonial. Pour mobiliser les masses, on recourt aux slogans symboliques des traditions communes, de la culture, de la religion et des intérêts économiques.

Pendant la seconde phase, lorsque l'indépendance a été obtenue, l'ennemi commun — une puissance coloniale et/ou d'autres groupes rivaux — a été écarté de la scène politique. Il faut établir de nouveaux objectifs et des stratégies nouvelles. L'intégration nationale, la modernisation et le développement doivent désormais devenir les objectifs prioritaires. Le nationalisme symbolique et une idéologie nationaliste imprécise ne conviennent plus ; ils doivent faire place à un nationalisme de valeur plus civique et à une idéologie nationale plus concrète. Ainsi le nationalisme doit devenir une valeur sociale et l'image de l'identité sociale doit se modifier. En d'autres termes, l'identité communale doit céder la place à l'identité nationale. Cette nouvelle identité entraînera l'adhésion à un système politique, — arbitre impartial des différends politiques, économiques et culturels — entre les divers groupes et l'accord sur la nature du cheminement politique fondamental.

Lors de ces deux phases, la réalisation des objectifs dépend principalement de deux séries de facteurs : (1) facteurs déterminés par la géographie, les conditions économiques et socio-culturelles, l'histoire commune, les traditions, les coutumes, etc., et (2), ceux déterminés par le caractère des élites politiques, par leur engagement à réaliser les objectifs nationaux et par les politiques mises en œuvre pour les atteindre.

## II — LA PÉRIODE D'AVANT L'INDÉPENDANCE : TEMPS DU NATIONALISME QUI DIFFÉRENCIE

Le réveil religieux et politique du XIX<sup>e</sup> siècle en vue de réprimer les forces hostiles aux musulmans (Britanniques et Hindous) en Inde marque le début du nationalisme musulman. À l'apogée de ce réveil, il y eut le mouvement des Wahhabites inspiré par Shah Waliullah, un érudit de religion musulmane<sup>4</sup>. Les Wahhabites essayèrent de mobiliser les musulmans de l'Inde, dans une guerre sainte contre les « infidèles », afin d'établir l'ordre islamique dans le nord-ouest de l'Inde. Ils furent défaits par les souverains sikhs du Pendjab. Mais diverses branches de ce mouvement continuèrent de fomenter des révoltes dans d'autres régions de l'Inde, jusqu'à leur anéantissement final par les Anglais, pendant la Révolte de 1857.

Après celle-ci, les Anglais s'établirent solidement comme puissance coloniale en Inde. Hindous et musulmans durent modifier leur stratégie politique propre. Le nationalisme des fanatiques musulmans dut s'adapter à la nouvelle situation.

<sup>4</sup> Hafeez MALIK, *Muslim Nationalism in India*, Washington, D.C., Public Affairs Press, 1963, pp. 123-130.

Ainsi les relations tendues entre hindous et musulmans cédèrent la place à la rivalité pour le progrès politique et économique <sup>5</sup>. En outre, les Anglais firent retomber principalement sur les musulmans la responsabilité de la révolte, et ce fut le début des persécutions anti-islamiques en Inde <sup>6</sup>.

Sir Syed Ahmed avec son mouvement d'Aligarh entreprit de résorber l'hostilité entre Anglais et musulmans, condition préalable, selon eux, à l'obtention du pouvoir politique. Il souligna l'importance d'une éducation à l'occidentale et de la connaissance de la langue anglaise. Il se rendait compte de la nécessité de partager la vie administrative, politique et commerciale du pays. Il fonda une université islamique à Aligarh, qui joua un rôle important dans la socialisation politique des classes moyennes musulmanes <sup>7</sup>.

Le mouvement d'Aligarh ne militait nullement en faveur de la théorie communaliste. Il prêchait la coexistence avec les hindous. Par contre, il maintenait la cause séparatiste et encourageait l'idée d'une identité différente entre musulmans et hindous. Sir Syed Ahmed conseilla fortement aux musulmans hindous de ne pas faire partie du Congrès national indien, composé principalement d'hindous. D'après lui, quel que soit le régime politique démocratique que réservait l'avenir, la majorité hindoue dominerait et persécuterait la minorité musulmane. Pour cette raison, Sir Syed s'opposa à l'introduction sur une grande échelle de la démocratie occidentale en Inde <sup>8</sup>.

Pour lui, une nation homogène doit préalablement exister pour le bon fonctionnement d'un système démocratique. Le mouvement d'Aligarh exerça une influence véritable : il empêcha la participation des musulmans au Congrès <sup>9</sup> et renforça le nationalisme séparatiste.

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> s'épanouit en Inde l'orthodoxie hindoue. Les organisations activistes hindoues, telles le Brahmo Samaj, l'Arya Samaj, et le Prarthna Samaj prêchèrent le « retour aux Védas » et militèrent pour le « Shuddhi », c'est-à-dire la conversion des musulmans et des chrétiens à la religion hindoue <sup>10</sup>.

La scission du Bengale survint à la suite du renouveau hindou et du profond courant antimusulman. Le gouvernement britannique divisa la province du Bengale pour accroître l'efficacité administrative. Les musulmans devenaient majoritaires dans la nouvelle province du Bengale oriental. Financièrement, cela porta un dur coup aux droits acquis des hommes d'affaires hindous, à la presse et aux hommes de loi de Calcutta <sup>11</sup>. Des militants hindous soulevèrent une violente campagne

<sup>5</sup> AZIZ AHMED, *Islamic Culture in the Indian Environment*, Oxford, Oxford University Press, 1964, p. 263.

<sup>6</sup> Voir W. W. HUNTER, *The Indian Muslim*, Calcutta, 1945.

<sup>7</sup> Hafeez MALIK, *op. cit.*, pp. 212-21.

<sup>8</sup> R. COUPLAND, *The Indian Problem*, New York, Oxford University Press, 1944 ; part 1, pp. 155-57.

<sup>9</sup> Khalid B. SAYEED, *Pakistan : The Formative Phase, 1857-1948*, London, Oxford University Press, 1968, p. 19.

<sup>10</sup> A. TAYYAB, *Pakistan : A Political Geography*, London, Oxford University Press, 1966, p. 63.

<sup>11</sup> P. E. ROBERTS, *History of British India*, London, Oxford University Press, 1950, p. 549. Voir aussi T. W. WALLBANK, *A Short History of India and Pakistan*, New York, 1958, p. 110.

exigeant l'annulation du partage et, à la consternation des musulmans du Bengale, le gouvernement accéda par la suite à leur réclamation. La question du Bengale aliéna les musulmans, et le flambeau nationaliste repris par les hindous, se changea en une hostilité avouée envers les musulmans. Pour la première fois dans cette époque moderne, les deux entités en tant que communautés distinctes se livraient un peu partout à de violentes luttes généralisées<sup>12</sup>.

Le réveil hindou revivifia le séparatisme musulman et les musulmans se mirent alors à rechercher des garanties constitutionnelles contre la majorité hindoue. Ils réclamèrent des circonscriptions électorales distinctes, pour s'assurer, aux législatures, une représentation proportionnelle à leur nombre. C'est-à-dire que les représentants musulmans aux corps législatifs seraient uniquement choisis par les électeurs musulmans. Le gouvernement accéda à leur demande et, par la suite, promulgua une loi qui institutionalisait ainsi la dichotomie entre hindous et musulmans. Aussitôt après fut créée la Ligue musulmane indienne, qui devait bientôt devenir le parti politique qui canalisa les revendications des musulmans en vue de l'indépendance<sup>13</sup>.

Au Congrès et dans la Ligue musulmane, quelques leaders libéraux tentèrent de timides essais pour réaliser l'unité entre hindous et musulmans, et pour promouvoir le nationalisme séculaire. Mais entre les deux groupes, le schisme était définitivement consommé et toutes les tentatives échouèrent. La « théorie des deux nations » s'incrusta davantage dans la politique indienne. Pendant les années trente, commença à prendre forme l'idée d'un État islamique indépendant et séparé. Le Allama Iqbal, le poète-philosophe<sup>14</sup> de l'Inde musulmane, passe pour avoir conçu, articulé et enfin « vendu » aux leaders de la Ligue musulmane l'idée d'un État musulman séparé, offrant ainsi à la communauté musulmane un objectif plus attrayant que les droits constitutionnels et la représentation au sein de l'Administration<sup>15</sup>.

En 1940, dans la célèbre Résolution de Lahore, la Ligue musulmane choisit comme objectif primordial la création d'une entité politique séparée. Dans une période de temps étonnamment courte, la Ligue musulmane mobilisa ses masses derrière le slogan : *Le Pakistan, la patrie des musulmans où ils pourront vivre selon l'idéologie islamique*. La formation du Pakistan fut donc la suite logique de ces événements.

En 1947, le Pakistan devint un État-nation. Mais comme le souligne Keith Callard, c'est à peine si l'on pouvait esquisser une histoire de son unité nationale. Les Pakistanais ne parlaient pas une langue commune, ne possédaient aucune culture homogène et n'avaient même pas d'unité géographique ou économique<sup>16</sup>.

<sup>12</sup> W. C. SMITH, *Modern Islam in India*, Londres, Victor Gollancz Ltd., 1943, p. 170.

<sup>13</sup> Voir A. B. RAJPUT, *Muslim League, Yesterday and Today*, Lahore, Ashraf Brothers, 1946 ; aussi, Mohammed NOMAN, *Muslim India : Rise and Growth of All-India Muslim League*, Allahabad, 1942.

<sup>14</sup> F. K. KHAN DURRANI, *The Meaning of Pakistan*, Lahore, Ashraf Brothers, 1946 et S. A. VAHID, *Introduction to Iqbal*, Karachi, Pakistan Publications ; Lahore, Ashraf Brothers, 1958, 72p.

<sup>15</sup> S. A. VAHID, *op. cit.*, « The Reconstruction of Religious Thought in Islam », pp. 51-62.

<sup>16</sup> Keith CALLARD, *Pakistan : A Political Study*, Londres, Allen & Unwin, 1957, p. 1.

Le nationalisme musulman en Inde était un nationalisme de différenciation. La théorie des deux nations devait son origine à la dichotomie entre hindous et musulmans. Tout au long de l'histoire de la lutte pour l'indépendance, les musulmans ont souligné le fait qu'ils forment une nation distincte des hindous<sup>17</sup>. L'unité de la nation musulmane reposait donc principalement sur une année de majorité hindoue, ce qui était un facteur étranger et extérieur. Les leaders de la Ligue musulmane n'ont jamais tenté de chercher les racines du nationalisme à l'intérieur de la communauté musulmane. En Inde, on définissait la seconde nation comme étant composée « de musulmans habitant le sous-continent », définition qui ne tenait aucun compte des différences ethniques, culturelles, régionales et économiques entre les musulmans des diverses régions de l'Inde. Cette définition allait, de plus, à l'encontre du concept de nationalité reconnu comme la base même d'un État-nation<sup>18</sup>.

On a toujours proclamé la religion l'unique fondement de la nation musulmane. Mais soulignons que la religion islamique ne fut qu'un moyen d'identifier un groupe et de mobiliser les masses pendant la période qui a précédé l'Indépendance. L'emploi de slogans islamiques par les chefs bourgeois formés à l'occidentale était surtout symbolique. L'Islam, en tant que croyance<sup>19</sup>, n'a joué aucun rôle important dans la stratégie politique d'avant l'Indépendance. Le programme de la Ligue musulmane n'a pas eu recours aux oulémas, chefs religieux et intellectuels. « État islamique », « Gouvernement islamique », « Constitution islamique » et « Idéologie islamique », tels étaient les slogans durant la période d'avant l'Indépendance qui ont réussi à mobiliser les masses afin qu'elles appuient la formation du Pakistan. Mais personne n'était tout à fait sûr de leur signification<sup>20</sup>. L'« idéologie » du Pakistan, si ce n'est d'établir une distinction entre la nation musulmane et la nation hindoue, demeurait imprécise. L'intelligentsia musulmane n'a fait aucun effort sérieux pour traduire cette « idéologie » en une forme concrète et édifier la future organisation économique, politique, socio-culturelle et religieuse de l'État du Pakistan.

Dans les derniers jours de la campagne en faveur de la formation du Pakistan, les dirigeants de la Ligue musulmane essayèrent d'intégrer quelques « oulémas » et des « pirs » (chefs spirituels) dans leurs rangs. Lorsqu'ils ne purent en admettre davantage, ils conférèrent les titres religieux à de simples propriétaires, les faisant ainsi passer pour des chefs spirituels et religieux<sup>21</sup>. Quaid-e-Azam Mohammad Ali Jinnah paraissait toujours dans les assemblées publiques vêtu d'un « sherwani »,

17 Jamil-ud-Din AHMED, *Speeches and Writings of Mr Jinnah*, Lahore, Ashraf Brothers, 1952, vol. 1, p. 469.

18 Leonard BINDER, *Religion and Politics in Pakistan*, Berkeley, University of California Press, 1963, p. 4.

19 Quiconque veut bien distinguer cette définition de l'Islam en tant qu'organisation de foi et en tant que facteur d'identité ou d'appartenance consultera avec profit Donald Eugene SMITH, dans *Religion and Political Development*, Boston, Little, Brown, 1970, p. 161.

20 Leonard BINDER, *op. cit.*, p. 4.

21 *Report of the Court of Inquiry constituted under the Panjab Act II of 1954 to enquire into the Panjab disturbances of 1953*, Lahore, 1954, p. 255.

le costume national des musulmans de l'Inde, et les autres chefs étaient tenus de faire comme lui <sup>22</sup>.

La Ligue musulmane s'efforça beaucoup de favoriser l'emploi de la langue ourdoue des musulmans à cause de la résistance obstinée des délégués bengalis <sup>23</sup>. Toutefois, le nationalisme musulman d'avant l'Indépendance demeura surtout symbolique et un nationalisme de différenciation. On employa avec succès des symboles nationalistes ayant une signification religieuse pour mobiliser les masses et revendiquer la formation du Pakistan, créant ainsi une identité nationale temporaire.

### III – LA PÉRIODE QUI SUIVIT L'INDÉPENDANCE : POURSUITE DE L'EFFORT D'INTÉGRATION NATIONALE

Le sentiment temporaire d'identité nationale fut de courte durée, une fois atteint cet objectif de la formation du Pakistan et écartés de la scène politique locale les « étrangers » à la nation musulmane, hindous et régime colonial. Au point de vue territorial, les musulmans étaient devenus une nation. Mais la question restait posée : En l'absence de facteurs externes menant vers l'unité, le Pakistanais moyen avait-il développé un sentiment psychologique d'appartenance à une nation ? Est-ce que l'« homme de la rue » se considérait sindhi, baloutchi, pathan, pendjabi, bengali ou simplement pakistanais ? Est-ce qu'il s'identifiait à sa famille, à sa tribu, à sa secte religieuse, à sa caste ou à la nation ? Dans les pages suivantes, nous essayerons de répondre à ces questions, dans le contexte des facteurs donnés qui ont influencé le sentiment d'identification nationale et nous examinerons les politiques des élites au pouvoir au Pakistan, qui ont empêché le processus d'intégration nationale et qui ont finalement conduit le pays au bord de la désintégration complète.

#### Sociologie de la diversité

Le Pakistan est un État à part. Sa division physique en deux unités géographiques séparées par 1 000 milles de territoire indien lui confère ce caractère unique. Par conséquent, même au point de vue physique, le Pakistan n'est pas une « unité » mais une « dualité », et les deux unités ont des voisins différents <sup>24</sup>. Aux points de vue géographique et culturel, le Pakistan oriental se rapproche davantage du Sud-Est asiatique, hindouiste et bouddhiste, et le Pakistan occidental, davantage du Moyen-Orient musulman qu'ils ne se rapprochent entre eux.

La situation du Pakistan oriental a d'importantes implications qui affectent le développement économique de la région. Par exemple, l'éloignement des champs de pétrole du Moyen-Orient réduit la disponibilité du combustible au Pakistan oriental. Les différences de climat entre les deux ailes du pays revêtent une très grande importance dans une économie surtout agricole. Diverses régions du Pakis-

<sup>22</sup> Khalid B. SAYED, *op. cit.*, p. 198.

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 210.

<sup>24</sup> S. Van VALKENBURG, *Elements of Political Geography*, New York, Prentice Hall, 1954, p. 138.

tan oriental ont des précipitations annuelles de 50 à 200 pouces, et il pleut surtout l'été, à la mousson. Les cyclones et les inondations menacent constamment l'économie de la partie orientale. Par ailleurs, de très faibles précipitations et une température élevée rendent les plaines de l'Indus, arides ou semi-arides, dans la partie occidentale ; le risque de sécheresse est constant. Cependant, 80 pour cent des terres cultivées sont tributaires de l'irrigation <sup>25</sup>.

Au point de vue démographique, d'énormes différences ont de sérieuses répercussions sur la politique et l'économie du pays. Le Pakistan occidental a une superficie cinq fois plus grande que celle du Pakistan oriental ; malgré cela, la majorité de la population se concentre dans cette dernière partie. La plupart des maigres ressources minières du pays se trouvent à l'Ouest. D'après le recensement de 1961, le Pakistan a une densité moyenne de population de 252 habitants par mille carré ; au Pakistan oriental, la densité est de 922 habitants par mille carré tandis qu'elle se maintient à seulement 138 habitants, dans la partie occidentale. Sur une population totale de 132 millions <sup>26</sup>, le Pakistan oriental en compte environ 72 millions. En dépit de cette concentration à l'Est, la migration de la population entre les deux parties du pays est négligeable, et la main-d'œuvre est peu mobile.

La diversité ethnique caractérise la société pakistanaise. Les différences ethniques ne sont pas seulement apparentes ; elles touchent le fondement même de la vie d'une nation : la langue, les coutumes, les normes et les valeurs. Selon Karl von Vorys, « ces groupes ont peu de sympathie réciproque et participent encore moins à l'idéal commun. Il y a, entre eux, beaucoup de méfiance, voire même de l'hostilité <sup>27</sup> ».

Pour définir ces groupes ethniques, on se base principalement sur la langue. Le Pakistan se divise en cinq grandes régions linguistiques qui coïncident plus ou moins avec les cinq provinces du pays. Le tableau suivant répartit la population d'après la langue :

Répartition de la population d'après la langue <sup>28</sup>

Langue	bengali	pendjabi	ourdou	pachto	sindhi	anglais
Pakistan oriental	98.0	—	1.1	—	—	—
Pakistan occidental	—	64.0	15.0	16.0	13.0	2.5
Pakistan	56.0	28.0	7.2	7.1	5.8	1.8

Au Pakistan oriental, une majorité écrasante parle le bengali. La faible minorité dont la langue est l'ourdou se compose de gens venus du Bihar et d'autres

<sup>25</sup> Donald N. WILBER, *Pakistan : Its People, Its Society, Its Culture*, New Haven, HRAF Press, 1964, pp. 28-31.

<sup>26</sup> *Government of Pakistan, Planning Commission, Outline of the Fourth Five Year Plan, 1970-1975*, February 1970, p. 1.

<sup>27</sup> Karl von VORYS, *Political Development in Pakistan*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 1965, pp. 27-28.

<sup>28</sup> *Census of Pakistan, 1951*, Vol. 1, part 2, table 7-A.



régions de l'Inde, émigrés au Pakistan oriental, après 1947. Bien que divers dialectes dérivés du bengali soient utilisés dans différentes régions du Bengale, le Bengale oriental (Pakistan) atteint presque l'unité linguistique. Les écritures bengalie et hindie ont une origine commune et une riche tradition littéraire, de source hindoue en grande partie. Pourtant, les musulmans du Pakistan oriental éprouvent une forte sympathie pour le bengali et les traditions régionales exprimées en cette langue.

Au Pakistan occidental le pendjabi, le sindhi, le pachto (pouchtou ou poushtou) et l'ourdou sont les principales langues. L'ourdou parlé ressemble beaucoup à l'hindi, et à l'hindoustani, version plus populaire de l'ourdou. Cette dernière est la seule langue au Pakistan, qui ne soit pas associée à une région en particulier. C'est la langue maternelle de seulement 2,5 millions de gens, mais trois autres millions la parlent<sup>29</sup>. La population de langue ourdoue habite surtout Karachi, Hyderabad et quelques régions du Pendjab. Ce sont, pour la plupart, des réfugiés venus des parties de l'Inde où l'on parle l'ourdou et l'hindoustani.

Au Pakistan occidental, la majeure partie de la population parle le pendjabi, mais cela se limite surtout à la province du Pendjab. Ce n'est pas une langue habituellement écrite et elle n'a pas de riche tradition littéraire comme certaines autres parlées au Pakistan. Une assez faible proportion de gens du Pakistan occidental parle le sindhi ; il a toutefois sa propre tradition littéraire distincte et une écriture particulière. Ces deux facteurs ont soulevé une vive opposition à l'usage de l'ourdou, dans la province du Sindh. Pour ces questions de langues, on a pu assister à des querelles nombreuses dans cette province entre les réfugiés de langue ourdoue et les autochtones parlant sindhi. Récemment, l'Université du Sindh et la Commission de l'Éducation populaire sindhie ont reconnu le sindhi comme leur langue officielle<sup>30</sup>. Dans la province du Sindh, la question des langues demeure un problème non réglé et encore sujet à la controverse politique.

Le pachto et le baloutchi sont les autres langues qui ont quelque importance. La première est la langue maternelle d'environ 5 millions de gens dont l'unité linguistique est discutable. Dans la province frontalière du Nord-Ouest, environ 80 pour cent la parlent. De l'autre côté de la Ligne Durand, le pachto est la principale langue parlée en Afghanistan. Cette parenté linguistique a fourni à l'Afghanistan un prétexte pour susciter un mouvement d'indépendance dans les régions pakistanaïses où le pachto est en usage. Le pachto ne possède aucune tradition littéraire valable et ne s'écrit généralement pas. Mais on a fait de grands efforts pour développer l'écriture pachto et détrôner l'ourdou comme langue d'enseignement<sup>31</sup>.

Indépendamment de ces différences de langues, il y a de nettes divisions selon la caste ou la tribu, à l'intérieur même des groupes ethniques définis en fonction de la langue. Même si la religion islamique interdit la discrimination basée sur la caste, la couleur ou la croyance et prêche l'unité et l'égalité de tous les croyants,

<sup>29</sup> Donald N. WILBER, *op. cit.*, p. 76.

<sup>30</sup> « Politics of Language » in *Forum*, Vol. 2, N° 12, February, 1971, p. 14.

<sup>31</sup> Donald N. WILBER, *op. cit.*, p. 80.

les musulmans du sous-continent indo-pakistanaïse sont répartis en groupes sociaux, sortes de castes ayant généralement un ancêtre commun<sup>32</sup>. Ces groupes jouissent d'un certain statut social et l'on identifie souvent les individus selon leur « caste ». « sayyid », « mughal », « pathan », « rajput », « shaikh », « jat », « arain » sont parmi les castes que l'on rencontre le plus communément au Pendjab. Dans la partie agricole de cet État s'établit une autre distinction sociale entre les « zamindars » et les « kammiss ». Les « zamindars » peuvent appartenir à n'importe quelle des castes citées plus haut. Celle des « kammiss » s'établit selon la profession. Qu'il soit colporteur, forgeron, menuisier ou balayeur, le « kammi » ne possède généralement pas de terre ; il travaille pour les « zamindars » (les propriétaires)<sup>33</sup>.

Le Baloutchistan et la Province frontalière du Nord-Ouest (*North Western Frontier Province*) ont un système très complexe de division tribale selon la lignée et les dialectes. Dans ces régions, la loyauté tribale est absolue. Les tribus « pukhtun » de la province frontalière du Nord-Ouest suivent le code d'honneur « pakhtunwali » qui exige la vengeance par le sang dans une société où la haine et la vendetta sont héréditaires<sup>34</sup>.

De la même façon, les Sindhis se divisent en nombreux petits groupes, selon la profession, la lignée, la tribu ou la caste. Généralement, ces groupes sont endogames. Un grand nombre de réfugiés venus des différentes parties de l'Inde avec des structures de castes différentes se sont établis, après le partage, dans les régions urbaines de la province du Sindh.

Au Pakistan oriental, le groupement par castes ressemble beaucoup à celui du Pendjab, mais ici, « les castes sont généralement plus importantes et moins nettement définies et la distance sociale entre elles est moins marquée<sup>35</sup> ». Les « khans » et les « khandkars » sont les propriétaires et les chefs religieux. Ce sont les « hautes castes ». Un grand nombre de groupements par castes selon les professions constituent les « basses castes »<sup>36</sup>.

Ces divisions d'après l'ethnie, la caste, la région et la parenté jouent un rôle très important dans la vie socio-politique de la société pakistanaïse. Un individu doit d'abord être loyal envers sa famille, son clan, sa tribu, sa caste, son village et sa région selon un ordre décroissant. Cette forme de loyauté originaire des régions rurales a été transposée dans la vie urbaine. Pour l'homme de la rue, ces divisions sont réelles, font partie de la vie quotidienne et influencent ses rapports sociaux, politiques et économiques. Le concept de nationalisme comme valeur sociale est en grande partie inconnu. Il demeure tout au plus un nationalisme qui différencie et qui se dresse contre les ennemis extérieurs en temps de crise comme

<sup>32</sup> Voir Murray T. TITUS, *Indian Islam*, Londres, Oxford University Press, 1930 ; cité par VORYS, *op. cit.*, p. 29.

<sup>33</sup> Consulter Sakiye EGLAR, *A Panjabi Village in Pakistan*, New York, Columbia University, 1960.

<sup>34</sup> Donald N. WILBER, *op. cit.*, p. 57.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 67.

<sup>36</sup> Fazlur RASHID KHAN, « The Caste System of the Village Community of Dhulandi in the District of Dacca », dans John E. OWEN, *Sociology in East Pakistan*, Dacca, Asiatic Society of Pakistan, 1962, pp. 226-27.

au moment de la guerre avec l'Inde, en 1965. Dans la vie de tous les jours, le Pakistan demeure une société communaliste plutôt qu'une société « nationale ».

#### IV – LE RÔLE DE LA NATION DANS L'INTÉGRATION NATIONALE

Nous avons déjà souligné que, pendant la période qui précéda l'Indépendance, la religion constituait la base du nationalisme de différenciation. Les slogans tels que l'« État islamique » ou l'« idéologie islamique » ont été utilisés avec succès pour fondre temporairement les différences ethniques, culturelles ou sociales et mobiliser la soi-disant « nation musulmane » contre les Anglais et les Hindous. Mais depuis la formation du Pakistan, le rôle de la religion comme force d'intégration a été plutôt négligeable. Si l'on considère, par exemple, les dernières élections et la guerre civile au Pakistan oriental, on s'aperçoit que la religion islamique n'est plus un facteur réel d'unité entre l'Est et l'Ouest.

Les partis politiques de droite, qui ont misé sur l'Islam comme facteur d'unité et dont le programme électoral reposait sur l'« idéologie » islamique, ont obtenu un piètre résultat aux élections. Dans la partie orientale, la Ligue Awami l'emporta avec une étonnante et écrasante majorité, grâce à un programme d'autonomie régionale tandis qu'à l'Ouest, le Parti du Peuple obtint la majorité absolue avec un programme socialiste<sup>37</sup>. Un journal du Pakistan oriental, porte-parole de l'élite intellectuelle et des chefs de la Ligue Awami, commentait les résultats des élections en ces termes : « Jusqu'au 7 décembre, la religion se voulait le ciment qui unissait le Pakistan. Avec l'anéantissement politique des forces qui ont fait reposer leur campagne électorale sur ce postulat dans les deux parties, la recherche de l'identité se poursuit<sup>38</sup> ».

Bien des raisons peuvent expliquer pourquoi le recours à la religion islamique a perdu peu à peu de son impact en vue de l'intégration nationale. Tout d'abord, l'élite politique pakistanaise ne s'est jamais engagée à créer vraiment un État islamique. Selon l'observation de Myron Weiner : « La principale préoccupation des dirigeants généralement non religieux et formés à l'occidentale à la tête du mouvement pour l'indépendance, était la création d'un État à majorité musulmane, libéré du « joug » de la majorité hindoue, comme c'était le cas en Inde. Ils ne voulaient nullement un État islamique<sup>39</sup> ».

Les élites politiques pakistanaises se servaient de l'Islam pour enrôler les masses dans le Mouvement pour la formation du Pakistan, mais il s'agissait seulement de créer une identité de groupe contre les hindous et de minimiser les différences socioculturelles entre les musulmans. Les chefs de la Ligue musulmane

<sup>37</sup> Les résultats détaillés des élections pakistanaises sont notamment consignés dans la revue *Pakistan Forum*, vol. I, N° 3 (February-March 1971), p. 10.

<sup>38</sup> « Different Roads to Socialism » (editorial), in *Forum*, vol. II, N° 11 (January 30, 1971), p. 3.

<sup>39</sup> Myron WEINER, « The Politics of South Asia », in Gabriel A. ALMOND and James S. COLEMAN, *The Politics of Developing Areas*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 1960, p. 161.

ne tenaient pas du tout compte du Shri'a, le code islamique. Les principes islamiques ne guidaient nullement leur vie quotidienne, et ils n'avaient pas l'intention d'adopter le Shri'a pour servir de base à l'organisation de l'État pakistanais. Un autre observateur perspicace de l'histoire musulmane en Inde remarquait : « ... les chefs formés à l'occidentale étaient modernes et par conséquent, capables de créer un État viable, mais n'étant pas religieux, ils ne pouvaient donc créer un État islamique <sup>40</sup> ».

Étant donné leur disposition vis-à-vis de l'Islam, les chefs politiques musulmans ne firent aucun effort valable pour déchiffrer les détails de l'« idéologie islamique » qui, au surplus, demeurerait plutôt imprécise. C'est pourquoi, après la création du Pakistan, la Constitution pakistanaise, acceptée dans une large mesure par tous les groupes, ne comporte pourtant aucune interprétation moderne du Shri'a. L'Islam devint plutôt un obstacle au développement de la Constitution. Les oulémas (les chefs religieux) surtout, eurent bien du mal à s'entendre sur une définition d'un État islamique <sup>41</sup>.

Comme nous l'avons déjà signalé, l'Islam permit sans doute de différencier les musulmans des hindous, mais la « nation musulmane » était loin de réaliser l'unité de vue quant à l'organisation future de la société, l'État du Pakistan. À l'intérieur de celui-ci existent des différences fondamentales au sujet des implications sociales et politiques de la religion islamique. Les élites et les masses n'entrevoient pas de la même façon l'État ou l'« idéologie » islamique. Les oulémas, qui appartiennent à diverses sectes et écoles de pensée, donnent du Shri'a des interprétations qui diffèrent énormément <sup>42</sup>. Il en résulte que l'« idéologie » islamique, imprécise, n'a pas fourni de structure concrète acceptable par la majorité pour régler les différences communes ainsi que la répartition du pouvoir et des ressources.

En troisième lieu, les oulémas n'ont jamais véritablement soutenu la cause du nationalisme. Ils ne croyaient pas à l'emploi symbolique de l'Islam, alors que les élites incroyantes misaient sur la religion. Un grand nombre d'entre eux s'étaient même opposés au mouvement en faveur du Pakistan alléguant que le nationalisme et l'islamisme sont incompatibles <sup>43</sup>. Le Coran (livre saint des musulmans) n'autorise pas de séparations politiques entre les divers groupes de croyants. Il parle d'une « nation » unie de croyants — le « Millat » ou l'« Umma ». Tout individu qui croit en Allah et qui est soumis à la loi divine — le Coran — et à son prophète est membre du « Millat », indépendamment de sa couleur, de sa race, de sa nationalité <sup>44</sup>. Ainsi, à proprement parler, la « nation islamique » n'a pas de limites

<sup>40</sup> Wilfred C. SMITH, *Islam In Modern History*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 1957, p. 54.

<sup>41</sup> Edgar and Kathryn R. SCHULER, *Public Opinion and Constitution Making in Pakistan*, Michigan State University Press, 1967, p. 199.

<sup>42</sup> Pour un compte rendu excellent des interprétations diverses de l'« État islamique », voir dans Leonard BINDER, *Religion and Politics in Pakistan*, Berkeley, University of California Press, 1963.

<sup>43</sup> Voir, par exemple, Maulana MAUDUDI, *Nationalism and India* (traduction de l'ourdou), Pathankot, 1947.

<sup>44</sup> S. Ghaleb khan ABBASI and A. de Zayas ABBASI, *The Structure of Islamic Policy*, Part I, Lahore, 1952, pp. 5-6.

territoriales, et les oulémas ne sont pas en faveur du concept occidental de nationalisme qui divise le « Millat » islamique. Ils n'encourageaient pas les gens du peuple à s'identifier à la « nation pakistanaise ».

## V – LES DISPARITÉS ÉCONOMIQUES

La croissance économique du Pakistan a beaucoup influencé le processus d'intégration nationale. D'une part, elle a élargi le fossé entre les riches et les pauvres (les propriétaires et les prolétaires) en concentrant la richesse et les ressources entre les mains d'une minorité de plus en plus restreinte. D'autre part, elle a créé un énorme déséquilibre régional entre l'Est et l'Ouest.

Jusqu'à ces derniers temps (avant le régime de Yahyad khan), le développement de l'économie pakistanaise a été qualifié d'impressionnant. Parti de rien en 1947, le PNB du pays augmenta de 121 pour cent en termes réels pendant les deux dernières décennies, avec un taux de croissance annuelle de 4.1 pour cent<sup>45</sup>. Pendant la même période, les grandes entreprises industrielles ont augmenté au rythme moyen de 14.2 pour cent. Ce taux est considéré comme l'un des plus élevés du Tiers monde<sup>46</sup>. Les politiciens, les bureaucrates, les industriels et les économistes pakistanaïses (y compris les conseillers de Harvard) ont fait l'éloge de cet accomplissement. Ce « développement en faveur d'une minorité » paraît très impressionnant, bien qu'en termes de statistiques seulement. Papanek, par exemple, évoque l'amélioration du sort du consommateur moyen. Pourtant, ce consommateur moyen fictif ne représente qu'une infime minorité du peuple pakistanaïse. Les bénéficiaires du développement économique sont les fonctionnaires, les hommes d'affaires, les propriétaires et quelques paysans employés dans l'industrie. Les travailleurs agricoles et les fermiers non propriétaires, eux, n'en retirent aucun profit. Au contraire, ils paient plus cher les produits manufacturés tandis que les prix des denrées agricoles demeurent bas<sup>47</sup>.

Ainsi en dépit de l'énorme progrès économique réalisé par le Pakistan, c'est à peine si le peuple en bénéficiait. En réalité, eu égard à l'augmentation du coût de la vie, il est bien évident que le salaire véritable des travailleurs ruraux et des ouvriers diminue<sup>48</sup>. C'est un fait universellement reconnu que plus de la moitié de tous les biens industriels appartiennent aux 24 groupes familiaux et, à l'exception de un ou deux, il est intéressant de le souligner, tous ces groupes sont du Pakistan occidental. La richesse s'est concentrée là parce que les profits ont été réinvestis<sup>49</sup>. Et comme la plupart de ces industriels sont des Pakistanais de l'Ouest, ils ont réinvesti dans la partie occidentale, contribuant ainsi à accroître la disparité économique entre les deux ailes du pays.

<sup>45</sup> *Outline of the Fourth Five Year Plan, op. cit.*, p. 1.

<sup>46</sup> *Ibid.*, p. 6.

<sup>47</sup> Gustav F. PAPANEK, *Pakistan's Development: Social Goals and Private Incentives*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1967, p. 10.

<sup>48</sup> A. R. KHAN, « What has been happening to the Real Wages in Pakistan », *Pakistan Development Review*, Autumn 1968.

Pendant les vingt dernières années, les gouvernements pakistanais qui se sont succédé ont formulé des politiques économiques qui admettaient implicitement que, pour le peuple pakistanais, l'objectif fondamental était l'intégration nationale. Mais étant donné les différences socioculturelles énumérées précédemment, cette présomption était totalement erronée. Le mouvement du « Bengla Desh » a maintenant fait disparaître ce mythe.

On peut mesurer la disparité économique entre le Pakistan oriental et le Pakistan occidental de bien des manières. En 1949-50, on constate que la contribution industrielle du PNB était plus ou moins la même dans les deux parties. Pendant la première décennie, elle s'est élevée, au Pakistan occidental, à 181 pour cent de plus qu'en 1949-50, alors que pendant la même période, dans la partie orientale, elle était seulement de 75 pour cent<sup>50</sup>. On estime qu'en 1959-60, le revenu *per capita* s'est accru de 32 pour cent de plus à l'Ouest qu'à l'Est, et en 1969-70, il était devenu 61 pour cent plus élevé.

Pendant ces vingt années, le Pakistan oriental justifiait de 50 à 70 pour cent de tous les revenus d'exportation du pays mais ne recevait que 20 à 30 pour cent des importations. La balance du commerce entre chaque aile du pays a toujours favorisé démesurément la partie occidentale. De 1960 à 1965, sur un afflux total de 4 422 millions de roupies par an, seulement 14 pour cent (soit 619 millions de roupies) étaient détournés au profit du Pakistan oriental. Le reste allait au Pakistan occidental. Les économistes est-pakistanais soutiennent que, pendant ces vingt années, un transfert continu de ressources s'est opéré de l'Est vers l'Ouest, pour soutenir l'effort de développement de la partie occidentale<sup>51</sup>.

Les dépenses pour le développement des secteurs privés et publics se sont surtout effectués dans l'aile occidentale. Les données suivantes corroborent le débat :

*Dépenses pour le développement régional*<sup>52</sup>  
(en millions de roupies)

	<i>Deuxième Plan (1960-65)</i>		<i>Troisième plan (1965-70)</i>	
	Est	Ouest	Est	Ouest
Secteur public	6,700	10,800	11,300	13,700
Secteur privé	3,000	10,700	5,500	16,000
<i>Total</i>	9,700	21,500	16,800	29,700
Pourcentage de la distribution	31%	69%	36%	64%

<sup>49</sup> Report of the Commission on International Development, *Partners in Development*, New York, Walter Praeger, 1969, pp. 309-310.

<sup>50</sup> Voir Planning Department Government of East Pakistan, *Economic Disparities between East and West Pakistan*, Dacca, East Pakistan Government Press, 1963, p. 8.

<sup>51</sup> Rehman SOBHAN, « Who Pays for Development », *Pakistan Forum*, vol. I, N° 4 (April-May 1947), pp. 6-7.

<sup>52</sup> Government of Pakistan, *Outline of the Fourth Five Year Plan, 1970-1975*, Islamabad : Planning Commission, 1970, p. 26.

Soulignons que sous la pression de l'agitation croissante au Pakistan oriental, des réclamations pour l'autonomie régionale, de la chute du régime d'Ayyub et des nombreuses pétitions de la part du gouvernement du Pakistan oriental, la Commission centrale de planification a proposé d'affecter à l'Est, 49 pour cent des ressources globales du Quatrième Plan et le reste, soit 51 pour cent, à l'Ouest<sup>53</sup>.

Il semble qu'il y ait un rapport direct entre la disparité économique des deux parties et la revendication de l'autonomie régionale. Plus l'écart s'agrandissait et plus se renforçait l'exigence d'une autonomie. Au Pakistan oriental, les étudiants, les politiciens, les économistes, la presse et les intellectuels ont employé avec succès l'argument économique pour obtenir l'appui du peuple et revendiquer l'autonomie régionale. L'élite, à qui le système politique était confié n'était guère sensible au malaise grandissant et aux réclamations pour le partage du pouvoir économique et politique. Remarquons que l'élite dirigeante se retrouve surtout au Pakistan occidental. Elle parvenait à ses fins par un savant dosage de coercition et de persuasion bureaucratique, mais jamais par un compromis politique. La vie politique fut donc marquée par les conflits et la méfiance au lieu de l'être par les compromis et la confiance.

## VI - COMMUNALISME ET POLITIQUE DE MÉFIANCE

Un système politique tiraillé entre les disparités géographiques, ethniques, socioculturelles et économiques devait forcément prendre la voie du régionalisme et du communalisme. Ces disparités furent oubliées pendant un certain temps à cause de la force « motrice » du nationalisme qui conférait aux gens une identité distincte et du but commun poursuivi, à savoir la formation du Pakistan. On espérait cependant que le nationalisme formel et la création du Pakistan entraînerait automatiquement l'intégration nationale.

Cette présomption subit une première épreuve à propos de la question des langues. Les chefs de la Ligue musulmane soumièrent une proposition faisant de l'ourdou la langue officielle du nouvel État, ce qui fut fait dans l'intérêt de l'intégration nationale. Le Premier Ministre du Pakistan, de langue ourdoue, déclara qu'un État musulman devait adopter la langue de la « nation musulmane » comme langue officielle ; or, d'après ce critère, l'ourdou devenait la seule langue qualifiée<sup>54</sup>. Rappelons toutefois que 7.2 pour cent seulement des Pakistanais la parlent alors que 54.6 pour cent utilisent le bengali<sup>55</sup>.

Ce fut le début d'un mouvement hostile à l'imposition de l'ourdou comme langue nationale au Pakistan, qui atteignit son paroxysme lors des manifestations violentes de 1952. Des étudiants furent tués par la police, à Dacca. Deux ans plus tard, l'ourdou et le bengali devinrent toutes deux langues officielles, mais les Ben-

<sup>53</sup> *Ibid.*

<sup>54</sup> Constituent Assembly of Pakistan, *Debates*, Vol. II, February 25, 1948, p. 17.

<sup>55</sup> *Census of Pakistan - 1951, op. cit.*

galis gardent présente à la mémoire cette controverse au sujet des langues. Depuis 1952, on célèbre le « jour des martyrs » en mémoire des étudiants tombés sous les balles. C'est ainsi que s'installa la méfiance et la crainte de la domination de l'Est par le Pakistan occidental.

Cette peur de la domination politique par l'« autre » partie a influencé la lutte pour l'élaboration de la Constitution. De sérieux conflits se développèrent entre l'Est et l'Ouest du Pakistan à propos de la structure fédérale de la Constitution, — spécialement sur la question de la représentation quantitative au sein du corps législatif fédéral. Ce fut surtout un sujet de polémique entre Bengalis et Pendjabis<sup>56</sup>. La population étant plus nombreuse au Pakistan oriental, toute formule de représentation proportionnelle au nombre d'habitants accorderait une majorité à la partie orientale au sein de la législature fédérale. La partie orientale formant un groupe plus homogène, la fidélité provinciale de la représentation législative est-pakistanaise serait forte, alors que la partie occidentale se trouve divisée en quatre blocs culturels et politiques et, par conséquent, plus sujette aux divergences politiques. Les Pendjabis redoutent la domination des Bengalis, ce qui a donné naissance à une animosité<sup>57</sup> réciproque et a freiné la rédaction d'une nouvelle constitution pendant plusieurs années.

L'insistance du gouvernement central de l'Ouest à imposer l'ourdou comme langue officielle et son refus d'une représentation proportionnelle à la population, a fait naître chez les Bengalis une méfiance totale vis-à-vis de ce gouvernement. Les Bengalis ont donc commencé à réclamer un gouvernement central faible et des gouvernements provinciaux forts dans la future constitution du pays. Ainsi débuta la revendication pour l'autonomie régionale. La Ligue musulmane perdit peu à peu du terrain au Pakistan oriental. Aux élections provinciales de 1954, elle fut complètement balayée par le Parti du Front commun, qui remporta les élections grâce à un programme d'autonomie régionale. Celui-ci ne fut pas agréé par le gouvernement central et le ministère de Front commun élu par le peuple, fut révoqué par le Gouverneur général<sup>58</sup>.

La première décennie de la vie politique pakistanaise fut marquée par des conflits régionaux. Le conflit majeur fut celui entre l'Est et l'Ouest, surtout entre le Pendjab et le Bengale. Au Pakistan occidental même, une vive rivalité se manifestait entre le Pendjab et les autres régions. Le gouvernement central riposta au régionalisme par une centralisation politique qui augmenta la rancœur dans les provinces, au Pakistan oriental surtout.

À cause des conflits régionaux, le Pakistan a mis neuf ans à formuler sa constitution. L'accord entre l'Est et l'Ouest fut finalement réalisé grâce à la formule « de parité », c'est-à-dire une égale représentation des deux ailes du pays à la législature. La majorité du Pakistan oriental se changeait donc au gouvernement en une égalité. Rappelons que, lors de la formation du Pakistan, le Pakistan orien-

<sup>56</sup> G. W. CHAUDHRI, *Democracy in Pakistan*, Dacca, Green Book House, 1963, p. 66.

<sup>57</sup> Herbert FELDMAN, *Revolution in Pakistan*, London, Oxford University Press, 1967, p. 151.

<sup>58</sup> Khalid B. SAYEED, *The Political System of Pakistan*, Boston, Houghton Mifflin, 1967, pp. 72-73.



tal détenait 44 sièges sur 79 à la première Assemblée constituante (et Assemblée nationale) <sup>59</sup>.

La Ligue musulmane se désintégra en multiples groupes politiques régionaux opérant sur une base régionale. Après la mort de Jinnah et de Liaquat Ali, aucun chef pakistanais n'a pu prétendre avoir l'appui d'une majorité nationale. La politique se morcela, au Pakistan occidental surtout, où les propriétaires avaient étendu leurs querelles aux arènes politiques provinciale et nationale <sup>60</sup>.

L'élite politique pakistanaise avait peu de chance de participer au système politique et n'avait pour celui-ci aucun loyalisme. Selon la remarque de Vorys, la plupart des leaders « provenaient d'un milieu dont le point de mire était l'unité politique restreinte <sup>61</sup> ». Leurs engagements se limitaient à la commune et ils s'identifiaient aux castes, aux tribus, à la famille ou à la région.

En 1958, à la suite d'un coup d'État militaire, le commandant-en-chef de l'armée pakistanaise prit les rênes du gouvernement et imposa la loi martiale au pays. Le gouvernement Ayyub a hérité de tous les problèmes : rivalités régionales, disparités économiques, et politique communale. Il s'occupa sans tarder de toutes ces questions. Selon Ayyub, la corruption politique était la seule cause de tous les problèmes du Pakistan. Une fois celle-ci éliminée, un gouvernement efficace peut venir à bout des problèmes de développement économique et de disparités régionales <sup>62</sup>.

Les efforts d'Ayyub pour éliminer toute concurrence politique aboutirent à la bureaucratisation de l'État. La Constitution de 1962 réunissait tous les pouvoirs gouvernementaux entre les mains du pouvoir exécutif. Ayyub établit également un système de démocratie de base, composé d'une structure à quatre échelons de conseils locaux, correspondant aux différentes divisions administratives du pays. À la base se trouvait le Conseil d'union, représentant généralement de 10 000 à 15 000 personnes, dans les régions rurales ; il était élu au suffrage universel direct par les électeurs adultes. Les conseils d'union choisissaient des représentants aux trois échelons supérieurs du système : « Tahsil », district et division <sup>63</sup>.

Le système de démocratie de base dépendait entièrement de la bureaucratie. Le président de chaque conseil — de division, de district et de « Tahsil » — était un fonctionnaire du gouvernement aux niveaux correspondants. Le système reposait sur le concept platonicien de la médiocrité des masses. Les administrateurs étaient des fonctionnaires éclairés et intelligents qui devaient inculquer aux populations des campagnes et des villes les méthodes et le sens de la démocratie.

Sous le régime d'Ayyub, les meilleurs fonctionnaires de l'Armée firent partie du système politique pakistanais. Ils s'emparèrent non seulement des fonctions gouvernementales mais prirent aussi en mains les fonctions politiques d'agrégation, d'articulation, des intérêts, et de socialisation politique. Ils étaient loin d'être qua-

<sup>59</sup> G. W. CHAUDHRI, *op. cit.*, p. 35.

<sup>60</sup> SAYEED, *op. cit.*, p. 87.

<sup>61</sup> Karl von VORYS, *op. cit.*, p. 121.

<sup>62</sup> Lawrence ZIRING, *The Ayub Khan Era*, Syracuse, Syracuse University Press, 1971, pp. 13-14.

<sup>63</sup> Voir INAYATULLAH, *Basic Democracies, District Administration and Development*, Peshawar, Pakistan Academy for Rural Development, 1964.

lifés pour favoriser l'intégration nationale. Ils formaient une classe sociale à part, qui n'était pas enracinée dans la culture du peuple pakistanais. Leur éducation, leur instruction, leur statut social et jusqu'à leur langue les éloignaient du peuple qu'ils étaient censés mobiliser pour réaliser les objectifs nationaux ; ces structures étaient établies en grande partie sans tenir compte de la participation politique de la population. Ils recevaient comme seul appui celui de l'élite industrielle.

Les trois groupes d'élites dont nous venons de parler étaient très mal vus au Pakistan oriental. Les hommes de troupes et les officiers de l'armée pakistanaise venaient, pour la plupart, du Pakistan occidental. Les fonctionnaires, spécialement aux niveaux supérieurs étaient également des Pakistanais de l'Ouest, qui occupaient les principales situations civiles et militaires, en 1956<sup>64</sup>.

*Statistiques des fonctions civiles et militaires*

<i>Fonctionnaires du gouvernement central</i>	<i>Pakistan occidental</i>	<i>Pakistan oriental</i>
secrétaires	19	0
co-secrétaires	38	3
secrétaires substituts	123	10
sous-secrétaires	510	38
<i>L'armée</i>		
Lieutenants-généraux	3	0
majors généraux	20	0
généraux de brigade	34	1
colonels	49	1
lieutenants-colonels	198	2
majors	590	10

Bien que la situation se soit améliorée, surtout chez les fonctionnaires, ce sont encore maintenant les Pakistanais de l'Ouest qui occupent les postes supérieurs dans l'armée. Ils n'ont jamais eu la confiance des Pakistanais de l'Est. Au contraire, les fonctionnaires et l'armée sont devenus les symboles de la domination de l'Est par l'Ouest. Pendant le règne d'Ayyub, la revendication pour l'autonomie régionale s'intensifia pour aboutir finalement à l'établissement du programme en six points de Mujibur-Rahman. Ces six points réclamaient : deux monnaies différentes, le contrôle provincial du change, aucun pouvoir de taxation pour le gouvernement central, qui conservait seulement la Défense et les Affaires étrangères<sup>65</sup>. Ce programme, bien sûr, était inacceptable par la coalition armée-fonctionnaires-industriels du Pakistan occidental. Les timides efforts des groupes d'élites pour obtenir l'appui massif du peuple à leur programme échoua lamentablement. L'agitation et la violence se répandirent dans les deux ailes du pays et amenèrent la chute du gouvernement d'Ayyub ; le résultat final fut la crise du « Bengla Desh » des mois derniers.

<sup>64</sup> A. TAYYAB, *op. cit.*, cité dans la revue *Dawn*, Karachi (January 9 and 18, 1956).

<sup>65</sup> Lire « 6-Points », in *Pakistan Forum* (April-May 1971), pp. 8-9.

## VII — CONCLUSIONS : LES PROBLÈMES D'INTÉGRATION NATIONALE AU PAKISTAN

Après 24 ans d'existence en tant que « nation », le Pakistan se trouve au bord de la désintégration nationale. Le Pakistanais moyen n'éprouve qu'un sentiment superficiel et confus de son identité nationale. Il n'a pas encore la conviction très nette de faire partie d'une entité nationale. Sa culture politique subit encore l'emprise de ses attaches communales. L'individu reste fidèle à son groupe — sa caste, sa tribu, sa localité ou sa région — avant de l'être à la nation.

L'Islam, qui fut la cheville ouvrière de l'unification du peuple pendant la période qui précéda l'Indépendance, a perdu sa force comme instrument d'intégration nationale. Les dirigeants pakistanais occidentalisés n'avaient aucun engagement envers la religion islamique, si ce n'est de la servir en paroles dans leurs déclarations publiques. Ils ne tentèrent pas une interprétation actuelle du Shri'a islamique qui aurait pu servir de base à un système politique fondé sur l'islamisme. L'orthodoxie islamique ne présente aucun caractère « nationaliste ». La fidélité à l'Islam déborde le cadre des nations — il existe un sentiment de fraternité entre tous les musulmans du monde — mais elle ne fait pas naître nécessairement la fidélité au Pakistan. De sorte que les Pakistanais, la classe dirigeante aussi bien que le peuple, éprouvent un sentiment d'incertitude quant à leur identité politique.

Les intérêts de la population gravitent autour de la commune ou de la région, ce qui influe sur leurs convictions et leurs attitudes vis-à-vis des réalisations et des politiques gouvernementales. Par exemple, les Pakistanais de l'Est, généralement, ne veulent pas admettre que des avantages naturels tels qu'une plus grande superficie, davantage de ressources minières, une disponibilité plus grande de combustible et d'énergie, la concentration des entreprises à Karachi et au Pendjab, furent parmi les facteurs qui ont contribué à créer l'inégalité qui existe entre l'Est et l'Ouest. À l'Est, l'opinion prévaut que toute politique du gouvernement est conçue avec l'intention d'empêcher le développement de leur province, tandis qu'à l'Ouest les gens persistent à croire le contraire.

La réaction des chefs de la coalition armée-fonctionnaires-industriels aux exigences du peuple pour une meilleure répartition de la production fut tout à fait insuffisante et trop tardive. Les revendications non satisfaites pour une plus grande justice sociale ont avivé la lutte des classes. À défaut de groupes d'intérêts forts et bien organisés, comme les syndicats, les intérêts des ouvriers et des paysans n'étaient pas exprimés. Par conséquent, pour le peuple, les seules façons de revendiquer étaient les protestations, les grèves et la violence.

Pareillement, les réclamations incessantes à propos des déséquilibres régionaux demeuraient lettre morte. Pour ajouter à ce ressentiment, la planification, les politiques fiscales et monétaires du Gouvernement ont continué à favoriser la concentration des capitaux et les inégalités régionales. Tout ceci fit naître une vive animosité entre le peuple et ses dirigeants, en général, ainsi qu'entre les Pakistanais de l'Est et les dirigeants de l'Ouest, en particulier. Cette animosité envers les dirigeants ouest-pakistanais se reporta plus tard sur le Pakistan occidental, en général, et sur le Pendjab, en particulier.

L'intégration nationale dépend, en grande partie, de la réaction des dirigeants responsables aux exigences des nouveaux groupes populaires qui entendent participer à la vie politique. Au Pakistan, l'élite dirigeante a toujours refusé aux nouveaux groupes, spécialement à ceux qui représentent le Pakistan oriental, tout accès au pouvoir politique. Ces groupes ont donc commencé à préparer la chute du régime établi. Tel est le nœud de la crise au Pakistan oriental.

Au lieu de faire progresser l'intégration nationale, les chefs pakistanais ont continué de mettre l'accent sur le lien symbolique de la religion islamique comme facteur d'unité, comme avant l'Indépendance pour se différencier des hindous. Ils n'ont pas tenu compte du fait que la jeune génération est-pakistanaise, qui se trouvait à l'avant-garde du mouvement de revendication pour l'autonomie régionale, n'a pas voté pour la création du Pakistan en 1946. Leurs pères avaient voté. Pour eux, l'hindou était l'opprimeur. Mais pour la jeune génération, l'opprimeur c'est le fonctionnaire ou l'officier ouest-pakistanaï qui ne parle même pas sa langue. Voilà pourquoi l'unité au nom de l'Islam n'éveille chez eux aucun sentiment.

Enfin, au Pakistan comme dans les autres pays en voie de développement, la modernisation, le développement économique et l'intégration nationale doivent se poursuivre simultanément. Une nation qui, lors de sa création, n'a pas un sentiment défini d'identité nationale ne peut attendre que le processus d'intégration nationale soit achevé pour entreprendre sa modernisation. Ce qui complique la tâche, c'est que souvent les deux objectifs posent des exigences contraires aux responsables de la modernisation. Préoccupés du développement économique, ils ont eu tendance à négliger le problème que constitue l'intégration nationale, laissant subsister l'écart entre les chefs et le peuple ainsi qu'entre les régions. Ils ont paralysé le développement politique, ouvrant ainsi la voie à la violence politique.

*(Traduit du texte anglais de l'auteur  
par Andrée COTTY)*